

Marché Public de Travaux

MAPA

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Pouvoir Adjudicateur – Maître de l’ouvrage

Centre Hospitalier de ROCHEFORT

Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Madame Valérie BENEAT-MARLIER, Directrice Générale

Maître d’œuvre

Direction des Services Techniques des Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis

Objet de la consultation

Réfection des réseaux de bouclage sur le site du Pôle G9 Gériatrie du Centre Hospitalier de Rochefort

Sommaire

1. Objet du marché - Dispositions générales.....	5
1.1. Objet du marché – lieux d'exécution.....	5
1.2. Procédure de passation.....	5
1.3. Nature du marché	5
1.4. Durée du marché.....	5
1.5. Décomposition en tranches et lots.....	5
1.6. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)	6
1.7. Pouvoir adjudicateur	6
2. Pièces constitutives du marché.....	6
2.1. Pièces particulières.....	6
2.2. Pièces générales	6
2.3. Autres pièces.....	6
3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes	6
3.1. Répartition des paiements.....	6
3.2. Tranches conditionnelles	7
3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie	7
3.3.1. Contenu des prix du marché	7
3.3.2. Prestations fournies par la personne publique à titre gratuit.....	7
3.3.3. Approvisionnements	7
3.3.4. Modalités du règlement des comptes du marché.....	7
3.4. Variation dans les prix.....	8
3.4.1. Mois d'établissement des prix du marché	8
3.4.2. Prix révisables.....	8
3.5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants et désignation	8
3.5.1. Désignation des sous-traitants en cours de marché	8
3.5.2. Modalités de paiement direct par virements.....	9
3.6. Transmission de la facture électronique	9
3.7. Délai de paiement	10
3.8. Intérêts moratoires.....	10
4. Durée d'exécution - Pénalités et primes	10
4.1. Durée d'exécution des travaux	10
4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution.....	10

4.1.2.	Calendrier détaillé d'exécution.....	10
4.2.	Travaux urgents	10
4.3.	Pénalités - primes	11
4.3.1.	Retenues pour retard dans le démarrage des travaux.....	11
4.3.2.	Retenues pour retard dans l'avancement du planning	11
4.3.3.	Pénalités pour retard dans l'achèvement des travaux (levée des réserves, GPA) ...	11
4.3.4.	Pénalités pour non entretien du chantier.....	11
4.3.5.	Pénalités pour absence aux réunions	11
4.3.6.	Pénalités pour non-respect des règles de sécurité.....	11
4.3.7.	Pénalités pour absence de présentation de sous-traitants	11
4.3.8.	Pénalités pour présence sur le chantier de personnes non déclarées	11
4.3.9.	Pénalités pour non-respect des règles de confidentialité et de protection des données	11
4.3.10.	Pénalités pour non-gestion des déchets de chantier	12
4.3.11.	Frais et risques.....	12
4.3.12.	Primes d'avance	12
4.4.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	12
4.5.	Délais et pénalités pour retards divers ou non exécution	12
5.	Clauses de financement et de sûreté	12
5.1.	Retenue de garantie	12
5.2.	Avance – modalités de paiement.....	13
5.3.	Nantissement et cession	13
6.	Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits	13
6.1.	Provenance des matériaux et produits.....	14
6.2.	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	14
7.	Propriété industrielle ou commerciale	14
8.	Implantation des ouvrages.....	14
9.	Préparation, coordination et exécution des travaux	14
9.1.	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	14
9.2.	Réunions de chantier	14
9.3.	Coordination des travaux.....	15
9.4.	Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détail.....	15
9.5.	Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément.....	15
9.6.	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	15
9.7.	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	15
9.7.1.	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ou plan de prévention	15

9.7.2.	Facilités données par la personne publique pour l'installation des chantiers	15
9.7.3.	Installations réalisées par le titulaire	15
9.7.4.	Emplacements mis gratuitement à la disposition du titulaire pour le dépôt des déblais en excédent	16
9.7.5.	Obligations du titulaire relatives à l'usage du français sur le chantier	16
9.8.	Conditions d'exécution des travaux	16
9.9.	Obligation de confidentialité	17
10.	Contrôles et réception des travaux	17
10.1.	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	17
10.2.	Réception.....	17
10.3.	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	17
10.4.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	17
10.5.	Documents fournis après exécution.....	17
11.	Garanties	17
11.1.	Délai de garantie.....	17
11.2.	Garanties particulières	17
11.3.	Assurances	18
12.	Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	18
13.	Résiliations	18
14.	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	18
15.	Voies de recours	18
16.	Dérogations aux documents généraux.....	19
16.1.	Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux	19
16.2.	Cahier des Clauses Techniques Générales.....	19
16.3.	Normes françaises homologuées	19
16.4.	Aux autres normes	19

1. Objet du marché - Dispositions générales

1.1. Objet du marché – lieux d’exécution

Le présent marché concerne la réalisation de travaux de réfection des réseaux de bouclage sur le site du Pôle G9 Gériatrie du Centre Hospitalier de Rochefort.

Le lieu d’exécution est le site du Pôle G9 Gériatrie du Centre Hospitalier de Rochefort – 1, avenue de Bélignon – 17300 ROCHEFORT.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le **Cahier des Clauses Techniques Particulières**.

Clauses de réexamen :

☐ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) dans les conditions prévues à l’article R2122-4 du Code de la Commande Publique pour l’acquisition de fournitures ou installations complémentaires. La durée de ce nouveau marché ne pourra dépasser trois ans.

☒ Suivant les dispositions de l’article R2122-7 du Code de la Commande Publique, les prestations pourront donner lieu à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) pour la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

☐ Selon l’évolution de l’organisation du Pouvoir Adjudicateur, des sites extérieurs ou des services pourront être supprimés et/ou ajoutés. Chaque modification fera l’objet d’un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l’article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☐ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter une ou des PSE en cours d’exécution du marché qui n’aurai(en)t pas été retenue(s) lors de l’attribution. Cette modification fera l’objet d’un avenant en application de l’article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le prestataire pourra voir sa mission s’étendre à l’échelle du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17 qui réunit les établissements suivants :

- ❖ Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis (Etablissement support)
- ❖ Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier de Marennes (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier d’Oléron (Etablissement partie)

Cette modification fera l’objet d’un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l’article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter des travaux, fournitures, ou services supplémentaires dans la limite de 50% du montant du marché initial à condition qu’un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques. Cette modification fera l’objet d’un avenant en application de l’article R2194-2 du Code de la Commande Publique.

1.2. Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant une procédure adaptée définie aux **articles R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la Commande Publique**.

1.3. Nature du marché

Le marché est un marché de travaux soumis aux dispositions du C.C.A.G/TRAVAUX du 01/04/2021.

1.4. Durée du marché

Le marché débute à la date de notification et se termine à la date de parfait achèvement du marché.

Le délai d’exécution des travaux est fixé à 11 mois (compris congés, période de préparation et réception) à compter de la date de l’ordre de service n° 1.

1.5. Décomposition en tranches et lots

Le présent marché ne fait pas l’objet de tranches.

Les travaux sont répartis en un lot unique.

L'attribution du marché se fera :

- Soit avec une entreprise unique
- Soit avec des entreprises groupées solidaires

Le prix sera "global et forfaitaire".

1.6. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.

1.7. Pouvoir adjudicateur

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales, sont désignés :

- Personne publique / pouvoir adjudicateur :
« Centre Hospitalier de Rochefort » représenté par Madame la Directrice ;
- Personne habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique au titre de l'exécution du marché :

Monsieur le Directeur Adjoint Chargé des Achats, de la Logistique et des Travaux

- Comptable assignataire des paiements :

Monsieur le Comptable Public des Etablissements Hospitaliers de La Rochelle

2. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières

- ☐ l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- ☐ le cahier des clauses administratives particulières
- ☐ le cahier des clauses techniques particulières
- ☐ les plans
- ☐ le planning prévisionnel des travaux

2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article **3.4. du présent CCAP** :

- ☐ Code de la Commande Publique
- ☐ Normes européennes et normes françaises équivalentes
- ☐ **Cahier des Clauses Techniques Générales** applicable aux marchés publics de travaux
- ☐ **Cahier des Clauses Administratives Générales** du 01/04/2021 applicable aux marchés publics de travaux

2.3. Autres pièces

- ☐ les actes spéciaux de sous-traitance
- ☐ les éléments de décomposition du prix global et forfaitaire

3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement

- A
- | |
|--|
| l'entreprise titulaire et à ses sous-traitants |
| l'entreprise mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants |

3.2. Tranches conditionnelles

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un découpage en tranches.

3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

Les prix du marché sont hors TVA. Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement par voie réglementaire les éléments constitutifs des prix unitaires du marché sont compris dans ces prix hors TVA.

3.3.1. Contenu des prix du marché

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application du prix global et forfaitaire détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prix sont établis :

- en tenant compte des sujétions particulières d'exécution dans un environnement hospitalier,
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites ci-après : pluie (intensité limite 50mm/24h), gel (intensité limite -5C° à 7h), vent (intensité limite 80 km/h), neige (supérieur ou égale à 5cm).

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est le service météo le plus proche.

Les prix comprennent tous les frais afférents à la mise en œuvre des chantiers commandés : protection des meubles ; protection des revêtements conservés ; frais d'installation du chantier ; frais de ménage après chantier et toutes sujétions décrites dans le présent CCAP et au CCTP.

La rémunération forfaitaire établie à l'acte d'engagement par le prestataire est réputée établie en incluant le coût de son assurance personnelle de responsabilité légale et comprend toutes sujétions et déplacements nécessaires à l'exercice de cette mission. Elle tient compte, notamment, du temps passé, des frais de fonctionnement, des frais de secrétariat et des frais de reproduction des documents.

Les prix du marché sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des travaux faisant l'objet du marché, la marge du mandataire ou du titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants ou sous-traitants chargés de l'exécution des travaux.

Sauf demande expresse du maître d'ouvrage justifiée en cours de chantier, aucune rémunération supplémentaire ne sera versée pour les travaux qui seraient réalisés en dehors des horaires et des jours de travail "habituels".

3.3.2. Prestations fournies par la personne publique à titre gratuit

La personne publique fournit les prestations suivantes à titre gratuit : eau, électricité nécessaires au chantier.

Le titulaire du marché devra les utiliser avec économie et mettre en place les dispositifs de protection pour empêcher qu'un défaut sur ses matériels puisse porter atteinte aux installations du maître d'ouvrage. A défaut de mise en place de ces dispositifs de protection, toute surconsommation (eau, électricité), appréciée sur la base de la consommation du mois précédent, sera considérée comme imputable à l'entreprise et lui sera refacturée.

3.3.3. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de règlement lié aux approvisionnements.

3.3.4. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- Les acomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage, suivant les dispositions de l'article 12 du CCAG. **Sur chaque acompte sera indiquée la date d'exécution des travaux.**

- Les situations mensuelles seront exclusivement présentées suivant la décomposition du prix global et forfaitaire jointe à la consultation avec un système de pourcentage d'avancement du mois en cours, ainsi que du mois précédent. La dernière situation ne pourra excéder 98 % du montant total des travaux. Les 2 % restants seront intégrés au DGD.
Elles seront établies sur site à la dernière réunion de chaque mois.

3.4. Variation dans les prix

Les prix du marché sont révisables dans les conditions ci-après fixées.

3.4.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économique du mois : **février 2025**. Ce mois est appelé "mois zéro" et correspond au mois de remise de l'offre.

3.4.2. Prix révisables

L'index de référence est choisi en fonction de sa structure pour représenter la révision des prix des travaux faisant l'objet de chacun des lots, selon les index et la formule ci-dessous.

Le coefficient de révision C(n) applicable pour le calcul de l'acompte du mois concernant le lot est donné par la formule suivante :

$$C(n) = 0.20 + 0.80 \frac{(I_n)}{I_0}$$

Dans laquelle :

C(n) = coefficient de révision arrondi au millième supérieur

I₀ = index du mois d'établissement des prix (mois zéro)

I_n = index du mois de réalisation des prestations

L'indice de révision est : **BT 38**

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

En complément à l'article 9.4.4 du CCAG, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Les révisions de prix des acomptes sont calculées lorsque l'index définitif est paru.

Les montants des acomptes mensuels et l'acompte pour solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

3.5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants et désignation

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

3.5.1. Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L2193-3 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation du pouvoir adjudicateur et l'agrément des conditions de paiement pour chaque sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Le sous-traitant doit être déclaré et approuvé par le maître d'ouvrage avant toute intervention sur le chantier. Le maître d'ouvrage ne pourra être tenu responsable d'un accident pour un sous-traitant non déclaré. En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire devra adresser la déclaration de sous-traitance par lettre recommandée avec accusé réception, au moins 30 jours avant l'intervention du sous-traitant et avant la fin du marché. La déclaration de sous-traitance devra indiquer :

- la nature des prestations sous-traitées qui seront clairement détaillées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse et le n° SIRET du sous-traitant proposé,

- l'objet et le numéro du marché,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance (direct ou pas) et le montant envisagé de chaque sous-traité,
- si le sous-traitant a droit au paiement direct, la déclaration précise :
 - o le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant
 - o les modalités de règlement de ces sommes
- joindre un RIB

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant un DC1 et un DC2 (ou attestations équivalentes).

3.5.2.Modalités de paiement direct par virements

- a) Mandataire solidaire : la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.
- b) Sous-traitants payés directement :
 - Le sous-traitant (d'un titulaire ou d'un cotraitant) adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché par recommandé avec accusé réception ou la dépose auprès du titulaire/cotraitant contre récépissé.
 - Le titulaire/cotraitant a 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au maître d'œuvre. Le titulaire/mandataire solidaire joint au projet de décompte une attestation de paiement indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.6.Transmission de la facture électronique



Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020. Toute facture papier sera automatiquement rejetée.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>). Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges. Conformément à l'article R2192-15 du Code de la Commande publique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur cette solution mutualisée.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du marché et en cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (cf. détail ci-dessous) ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

➤ Pour le Centre Hospitalier de Rochefort (Siret n° 261 700 330 00135)

✂ **Pour les factures issues du marché, le code service : TRAVO et le numéro du marché sont obligatoires pour le dépôt des factures.**

3.7. Délai de paiement

Conformément aux dispositions des articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement est de 50 jours à compter de la mise en ligne sur le site CHORUS PRO du projet de décompte, qui constitue le point de départ du délai de paiement.

Les acomptes faisant l'objet d'une contestation seront rejetés, cette procédure aura pour effet de suspendre le délai de paiement.

3.8. Intérêts moratoires

Les pénalités de retard de paiement seront appliquées conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande Publique et au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement.

4. Durée d'exécution - Pénalités et primes

4.1. Durée d'exécution des travaux

La durée d'exécution des travaux est fixée par l'acte d'engagement. Il est rappelé que le délai d'exécution commence à la date de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et prend fin à la date d'achèvement des travaux, telle qu'elle sera retenue dans le procès-verbal de réception des travaux.

4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Un calendrier prévisionnel d'exécution a été établi en tenant compte de la durée d'exécution prévue à l'acte d'engagement.

4.1.2. Calendrier détaillé d'exécution

Un calendrier détaillé d'exécution sera établi par le titulaire en accord avec le Maître d'ouvrage.

4.2. Travaux urgents

Par dérogation à l'article 52.2 du CCAG Travaux, en cas de défaillance de l'entreprise, le maître d'ouvrage se réserve le droit de substituer une autre entreprise sans mise en demeure préalable au titulaire pour faire effectuer les travaux.

Ces mesures sont notifiées au titulaire, les travaux restant effectués à sa charge en cas de différence sur les prix unitaires.

4.3. Pénalités - primes

Par dérogation à l'article 19 du CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard et le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation aux modalités de calcul des pénalités (fermes et définitives) et/ou retenues (provisoires pouvant être transformées en pénalités définitives) pour retard mentionnées à l'article 19 du CCAG Travaux, en cas de retard d'exécution des prestations, les pénalités et/ou retenues seront appliquées, sans mise en demeure préalable du titulaire, comme suit :

4.3.1. Retenues pour retard dans le démarrage des travaux

Le titulaire subit, en cas de retard dans le démarrage des travaux, une retenue de **250,00 € HT** par jour de retard.

4.3.2. Retenues pour retard dans l'avancement du planning

En cas de retard dans l'exécution des travaux comparativement au calendrier détaillé d'exécution notifié et éventuellement modifié, l'entreprise encourt du simple fait de la constatation du maître d'œuvre, une retenue de **250 € HT** par jour de retard.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive et recalculée à la valeur de cette dernière si le titulaire n'a pas achevé ses travaux dans le délai d'exécution.

4.3.3. Pénalités pour retard dans l'achèvement des travaux (levée des réserves, GPA)

Le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de **300 € HT** pour le premier jour de retard puis **150 € HT** par jour de retard supplémentaire.

4.3.4. Pénalités pour non entretien du chantier

L'entreprise subit une pénalité de **300 € HT** à chaque constat de non entretien du chantier réalisé par le maître d'œuvre, puis une pénalité de **150 € HT** par jour de retard. L'entreprise subira également le coût intégral du nettoyage s'il est effectué par une entreprise extérieure.

4.3.5. Pénalités pour absence aux réunions

L'entreprise subit une pénalité de **100 € HT** par absence, en cas de réunion de chantier, réunion de synthèse, réunion de mise au point dûment convoquée par le maître d'œuvre.

4.3.6. Pénalités pour non-respect des règles de sécurité

En cas de non-respect des règles relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation générale du chantier, ainsi que des réglementations en vigueur et des protocoles ou procédures spécifiques au maître d'ouvrage, et sur simple constat du maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS, le titulaire encourt une pénalité de **300 € HT** par constat, puis **150 € HT** par jour de retard supplémentaire jusqu'à la mise en conformité et la levée de l'observation.

4.3.7. Pénalités pour absence de présentation de sous-traitants

Dans le cas où un sous-traitant interviendrait sur le chantier sans avoir été au préalable présenté au Maître d'Ouvrage, le titulaire se verrait appliquer une pénalité forfaitaire de **1 000 € HT** et le sous-traitant non déclaré sera exclu du chantier sur le champ.

4.3.8. Pénalités pour présence sur le chantier de personnes non déclarées

Toute présence sur le chantier d'une personne non déclarée fera l'objet d'une pénalité de plein droit de **1 500 € HT** par personne. La personne non déclarée sera exclue du chantier sur le champ.

4.3.9. Pénalités pour non-respect des règles de confidentialité et de protection des données

Le titulaire (ainsi que toutes personnes travaillant pour lui sur ce marché : salariés des cotraitants, sous-traitants compris) sont soumis au secret professionnel, en conséquence toutes les informations auxquelles ils auront accès dans le cadre de l'exécution du présent marché doivent rester impérativement confidentielles.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendu publics. Chaque partie du marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas de non-respect des règles de confidentialité et de protection des données à caractère personnel (RGPD), le titulaire encourt une pénalité de **1 500,00 € HT** par constat.

4.3.10. Pénalités pour non-gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2 du CCAG Travaux, en cas d'absence de transmission des bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier au maître d'ouvrage, le titulaire se verra appliquer une pénalité de **1 500,00 € HT**.

4.3.11. Frais et risques

En cas de non-respect du délai de levée des réserves notifiée sur le Procès-Verbal de Réception Partielle des travaux ou le Procès-Verbal de Réception Finale des travaux par le Maître d'Ouvrage, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable de 15 jours laissée sans effet, l'exécution des travaux défectueux et/ou non achevés par une tierce entreprise mandatée par le maître d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 41-6 al. 2 du CCAG Travaux.

4.3.12. Primes d'avance

Il n'est pas prévu de versement d'une prime d'avance.

4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du **Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux** sont seules applicables.

4.5. Délais et pénalités pour retards divers ou non exécution

- Retards dans la remise des documents à fournir pendant l'exécution : (plans EXE, fiches techniques, notes de calcul, attestations, PPSPS ou plan de prévention...)

En cas de retard ou non présentation dans la remise des plans et autres documents à fournir pendant l'exécution par le titulaire conformément à l'article **29.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux** une pénalité sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette pénalité est fixé à **250 € HT** par jour de retard.

- Retards dans la remise ou non présentation des documents à fournir après l'exécution (DOE DIUO, auto-contrôles...)

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article **40 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux** une pénalité sera opérée dans les conditions stipulées à l'article **19.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux** sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette pénalité est fixé à **250 € HT** par jour de retard.

En cas de non remise des documents, un montant estimé pour l'établissement de ceux-ci par un bureau d'étude sera retenu sur les sommes dues au titulaire du marché.

5. Clauses de financement et de sûreté

5.1. Retenue de garantie

Une retenue de 5% sera appliquée sur chaque acompte, sur la base du marché augmenté des avenants éventuels, la TVA à la date de signature du marché étant incluse. La retenue de garantie est toujours appliquée au titulaire. Elle couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

Les cautions personnelles et solidaires ne sont pas acceptées.

En remplacement de la retenue garantie, la garantie à première demande doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. Dans l'hypothèse où la garantie, s'il y a lieu, ne serait pas constituée dans ce délai, la retenue de garantie sera prélevée sur cet acompte et les suivants. Néanmoins, le titulaire conserve la possibilité de substituer une garantie à première demande à tout moment et d'obtenir le reversement des retenues de garanties qui auront été prélevées précédemment.

La retenue de garantie sera libérée un mois après l'expiration du délai de garantie sauf si le Maître d'Ouvrage a signalé à l'entrepreneur, par lettre recommandée, que l'entrepreneur n'a pas rempli toutes ses obligations.

En cas de réserves notifiées ou non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie libérée au plus tard un mois après la date de la levée de ces réserves. Le mandataire doit délivrer, alors, une main levée pour qu'il soit mis fin à l'engagement des organismes ayant délivré leur garantie.

5.2. Avance – modalités de paiement

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance pourra être accordée au titulaire, en application des articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la Commande Publique si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG Travaux, l'option B est retenue.

Le paiement de cette avance court à partir de la notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la Commande Publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial du marché TTC.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la Commande Publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du marché; il doit être terminé lorsque ce total atteint 80% du montant minimum toutes taxes comprises.

5.3. Nantissement et cession

Les demandes de nantissement ou de cessions de créances devront être formulées conformément aux textes en vigueur (notamment Code de la Commande Publique, Code Monétaire et Financier...).

6. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Dans le cadre de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité française (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer à la personne publique des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits "E.A." ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011. Le titulaire du marché devra alors apporter à la personne publique les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si la personne publique accepte de mettre en œuvre la clause d'équivalence.

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** fixe la provenance de ceux des matériaux, produits ou composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du **Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux** et du **Cahier des Clauses Techniques Générales** concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives.

Les vérifications de qualité sont assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle mandaté par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par la personne publique.

7. Propriété industrielle ou commerciale

Le marché ne fait l'objet d'aucune disposition particulière concernant l'emploi de brevets, licences, dessins et modèles.

8. Implantation des ouvrages

Le chantier pourra intervenir sur le site où des travaux ont déjà été réalisés.

Avant son intervention le titulaire du marché devra :

- réaliser un état des lieux contradictoire de l'existant ;
- réceptionner les installations réalisées par le maître d'ouvrage sur lesquelles il doit implanter ses ouvrages.

Le titulaire du marché fera parvenir au maître d'ouvrage, sur demande éventuelle de ce dernier, ses réserves avant le démarrage de son chantier par voie officielle.

9. Préparation, coordination et exécution des travaux

9.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation incluse dans le délai contractuel selon le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service. Elle comprend les périodes d'étude, préparation, fabrication, dépose, approvisionnement, essais.

9.2. Réunions de chantier

Les dates et heures de rendez-vous de chantier seront fixées par le maître d'œuvre.

L'entreprise est tenue d'y assister ou de s'y faire représenter par un collaborateur ayant le pouvoir de décision.

L'absence à un rendez-vous entraîne l'application automatique d'une pénalité visée à l'article 4.3.5 du présent CCAP.

9.3. Coordination des travaux

Le maître d'œuvre assure les tâches d'organisation, de l'établissement et de la délivrance des ordres de services et procès-verbaux. Les entreprises auront une semaine à réception du compte-rendu de chantier pour faire parvenir au maître d'œuvre leurs remarques éventuelles, et cela par lettre recommandée. Passé ce délai, les entreprises n'auront plus aucun recours pour contester les termes du compte-rendu de chantier.

9.4. Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entreprise dans un délai de 10 jours ouvrables après réception de l'ordre de service et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception. Les documents graphiques doivent définir la forme des ouvrages, des pièces, les assemblages prévus.

9.5. Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément

Le maître d'œuvre indiquera aux entreprises les besoins.

Le maître d'œuvre fixera les dates de production des échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément.

Les échantillons demeureront sur le chantier jusqu'à la réception de leur approbation par le maître d'œuvre.

9.6. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Les diverses dispositions relatives au code du travail devront être appliquées.

Le titulaire doit remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger du titulaire d'un marché qu'il retire des chantiers, ateliers ou bureaux, toute personne, pour cause d'insubordination, d'incapacité ou défaut de probité.

9.7. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Le titulaire prend également les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel. Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

9.7.1. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Le titulaire sera tenu de remettre au coordonnateur un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. **Dans le cas contraire, une pénalité sera appliquée conformément à l'article 4.5 du présent CCAP.**

9.7.2. Facilités données par la personne publique pour l'installation des chantiers

Le titulaire du marché devra mettre en place ses installations de chantier sur les emplacements qui lui seront désignés.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réservent un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entreprise.

9.7.3. Installations réalisées par le titulaire

Le titulaire du marché aura à sa charge les installations nécessaires à son chantier.

9.7.4.Emplacements mis gratuitement à la disposition du titulaire pour le dépôt des déblais en excédent

Il n'est pas prévu de mettre gratuitement à la disposition du titulaire des emplacements pour le dépôt des déblais en excédent. Ceux-ci doivent être évacués chaque jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux par le titulaire du marché qui en doit l'élimination. Il est strictement interdit d'utiliser les installations du Centre Hospitalier de Rochefort à cette fin.

9.7.5.Obligations du titulaire relatives à l'usage du français sur le chantier

Afin de garantir la sécurité des travailleurs et visiteurs sur le chantier, ainsi qu'une parfaite compréhension des directives de la direction technique des travaux, l'ensemble des ouvriers présents sur le chantier devra comprendre et s'exprimer en français.

En cas d'impossibilité, le titulaire sera tenu, après information préalable du Coordonnateur SPS (dans le cas des chantiers clos) et/ou du Maître de l'ouvrage, de veiller à l'intervention d'un interprète agréé auprès des tribunaux dans les langues concernées, afin de satisfaire à l'obligation mentionnée au précédent alinéa.

Cette prise en charge se fera aux seuls frais du titulaire.

9.8.Conditions d'exécution des travaux

Les entreprises devront normalement effectuer les travaux entre 8 h 00 et 18 h 00 du lundi au vendredi inclus. Toutefois, les travaux nécessitant d'être réalisés en horaires décalés afin de prendre en compte les contraintes liées au fonctionnement de l'établissement, ne pourront faire l'objet d'aucune plus-value sur le taux horaire de main-d'œuvre.

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du Centre Hospitalier de Rochefort.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillages qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, l'entreprise obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

L'entreprise ne peut se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques ;
- b) l'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- c) l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il doit, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- 1) bruits d'origine diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.) ;
- 2) vibrations de toute nature perturbant les dispositifs électroniques ;
- 3) odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.) ;
- 4) poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc. ;
- 5) détritux divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers ;
- 6) état défectueux des voies et accès, boues et gravois, au passage des engins et camions, tranchée pour canalisations ;

9.9.Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu à l'obligation de confidentialité et de protection des données à caractère personnel pour tout ce qui concerne les faits, les informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

10. Contrôles et réception des travaux

10.1.Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux seront assurés par le maître d'ouvrage, le bureau de contrôle technique, le ou les entreprise(s) titulaire(s) d'un lot.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché conformément au CCAG.

Tous les essais définis par le maître d'œuvre seront à la charge de l'entreprise. Le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

10.2.Réception

Par dérogation aux **articles 41.1 à 41.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux**. La réception a lieu à l'achèvement des travaux.

10.3.Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Des réceptions partielles pourront avoir lieu.

10.4.Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il n'est prévu aucune prescription particulière relative à la mise à disposition de la personne publique des ouvrages sans prise de possession.

10.5.Documents fournis après exécution

Les documents devront être fournis par l'entreprise sous 10 jours après la réception des travaux en 2 exemplaires papiers et un exemplaire informatique au format DWG pour les plans et PDF pour tout autre document.

11. Garanties

11.1.Délai de garantie

Le délai de garantie des ouvrages court à compter de la date de réception et jusqu'après l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux, conformément au CCAG travaux.

11.2.Garanties particulières

Le fabricant et / ou le fournisseur et le titulaire du marché sont tenus à une garantie solidaire.

Garantie particulière de fonctionnement d'installations de haute technicité :

Cette garantie engage l'entreprise pendant le délai fixé à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage, toutes les réparations, mises au point, qui s'avèreraient nécessaires, ou à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai fixé par le maître d'œuvre à compter de sa demande, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, à des conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages lorsque la conception a été confiée au titulaire du marché.

Le titulaire du marché est dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

11.3. Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- ❑ Une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ;
- ❑ Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

La réalisation de l'ouvrage étant susceptible de provoquer des désordres sur les « existants », le titulaire du marché doit demander une extension des garanties de sa police « responsabilité civile » prévoyant au premier euro la couverture de dommages qui pourraient être causés aux ouvrages existants du fait des travaux neufs.

12. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément à l'article 7 du CCAG Travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

13. Résiliations

Les stipulations du **Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux** sont seules applicables.

14. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

15. Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de POITIERS (Juridiction administrative)

15 rue de Blossac, BP 541, 86020 POITIERS CEDEX (05 49 60 79 19)

Organe chargé des procédures de médiation

Comité Interrégional Consultatif de Règlement Amiable des Litiges Marchés Publics
103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX CEDEX (05 56 69 27 18)

16. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (et du **Cahier des Clauses Techniques Particulières**) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

16.1.Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux

Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** déroge aux articles suivants du **Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux** suivants :

Cahier des Clauses Administratives Particulières	Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
L'article 4.2. déroge à	l'article 52.2
L'article 4.3. déroge à	l'article 19
L'article 10.2. déroge aux	articles 41.1 à 41.3

16.2.Cahier des Clauses Techniques Générales

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ne déroge pas des règles du CCTG.

16.3.Normes françaises homologuées

Les stipulations du CCTP sont applicables.

16.4.Aux autres normes

Néant.